

leur ampleur, s'ils ne sont qu'un aspect des grands problèmes de la nation, s'imposent aujourd'hui à la France et le gouvernement en a la responsabilité. Rien de tout cela n'est séparable, puisqu'il faut toujours commencer par le plus large pour arriver ensuite au plus concret. Ce sont, très simplement, de ces grands problèmes nationaux, tels qu'ils se sont posés à la France dans ces dernières années, que je voudrais vous entretenir. Cette date du 12 Novembre 1944 succède si vite aux fêtes qui, hier encore, portait toute la population parisienne, toute la population française, à célébrer l'anniversaire du 11 Novembre 1918. Cette date est bien choisie pour vous rappeler non seulement que nous sommes toujours en guerre, mais que nous sommes toujours dans une guerre qui a commencé en 1914. C'est la guerre de 1914 que nous voyons, c'est la guerre de 1914 qui continue, c'est dans cette guerre que nous sommes encore plongés, c'est la victoire de cette guerre que nous avons encore à acquérir. Je ne voudrais pas vous retenir trop longtemps, mais je voudrais rapidement en parler avec vous, je ne crois pas m'écarter trop de mon sujet en remontant en pensée, avec vous, jusqu'à cette date. C'est en 1914, les esprits clairvoyants l'avaient senti, que le monde, le monde contemporain tout au moins, s'est trouvé une première fois menacé par la puissance allemande, et non pas seulement d'ailleurs la puissance d'un peuple redoutablement armé, dans toutes les ressources de sa force, de son sous-sol et de toutes ses facultés d'organisation, mais qui été aussi la menace d'un système de tyrannie qui voulait abolir les institutions de liberté que la civilisation s'était précisément données pour fondement de sa vie et de ses progrès. Rappelez-vous en 1914, nous fûmes bien près déjà et avec nous le monde risqua de bien peu de succomber à une première, défaite.

On a parlé du miracle de la Marne et il est vrai que ce fut un miracle. En 1914 comme en 1940 aussi vite et plus vite peut-être, la France fut surprise militairement, psychologiquement, presque acculée à la défaite et ne dut qu'au sang froid d'un chef incomparable, le général Joffre et aux sursauts d'une nation qui avait su rassembler toutes ses forces, la victoire de la Marne qui mit un terme

à cette première avance et laissait au monde le temps de construire ses arsenaux et, avec l'aide du temps et de toutes ses ressources de vaincre l'ennemi qui avait failli triompher de nous.

Mais la France, en 1914 déjà, dut connaître l'occupation d'une partie de son territoire. Il y eut dans cette partie de territoire occupé des entreprises de propagande auxquelles certains français se sont prêtés. Il y eut un journal, la *Gazette des Ardennes*, qui disait que tout ce sang versé l'était en vain, qu'il fallait s'entendre avec le vainqueur; il parlait de paix blanche, il exaltait le prestige de l'Allemagne, et certains, contre lesquels en 1917 Clémenceau eut à sévir, semblaient prêts à entendre ce langage, et la nation unanime considéra tout cela comme des entreprises de l'ennemi.

La France et le monde entier vont finalement, mais au prix de quelles souffrances et de quelles pertes, forcer la victoire, obtenir la capitulation de l'ennemi, le 11 novembre 1918.

Malheureusement, vous le savez, l'ancienne solidarité des alliés qui avait fait notre force, ne sut pas se maintenir. Nos alliés d'Outre-Mer ne surent pas comprendre ce que le danger allemand avait de permanent, ils voulurent freiner ce qu'ils appelaient notre soif de vengeance et, peu à peu, laissèrent l'ennemi retrouver ses forces et relever la tête. Cet état de division des anciens alliés laissa s'installer en Europe un état de trouble qui divisera non seulement les puissances entre elles, mais les hommes à l'intérieur des nations, et la France devait en faire la terrible expérience. A ce moment, le danger allemand réapparaît, l'Allemagne rassemble à nouveau ses forces; en se camouflant, elle reconstruit ses usines, refait son aviation marchande d'abord qui fournit à ses ingénieurs, à ses usines la possibilité de concevoir une aviation de guerre. L'Allemagne croît et au fur et à mesure qu'elle croît, qu'elle augmente sa puissance sans être arrêtée au moment où il en était encore temps, elle divise ses adversaires, les travaille l'un après l'autre, en même temps qu'elle introduit le trouble au sein même des nations. C'est aussi le fascisme qui apparaît et qui avec la doctrine allemande est une seule et même chose; et ce danger prend à la

fois la forme de la suprématie d'une puissance sur les autres, d'une puissance de maîtres sur les puissances d'esclaves, mais aussi l'apparence d'un système politique fasciste qui essaye de triompher du système démocratique qui veut dire liberté, de la civilisation, car nous sommes payés pour savoir qu'il n'y a pas de civilisation en dehors de la liberté. Le fascisme est un mouvement international qui, peu à peu, s'imposait dans plusieurs pays : l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Roumanie, la Hongrie et qui divisait les peuples eux-mêmes. Nous, l'avons connu aussi en France avec certain mouvement politique, mouvement qui surtout recevait sa force de l'Allemagne même, la propagande et l'argent allemands. Cette entreprise de dissociation politique préparait l'agression et devait en faciliter le triomphe. C'est ce que Hitler avait appelé son arme secrète, beaucoup plus dangereuse que celle qu'il essaye d'envoyer sur l'Angleterre, arme dont les victimes ne comprenaient pas toute l'efficacité, tout le danger.

Il est étonnant de voir comme le monde s'est laissé abattre. Jamais un homme n'a publié aussi ouvertement ses desseins; jamais un homme ne fut si peu entendu ou, tout au moins, si peu pris au sérieux; il aurait pourtant du être pris au tragique.

C'est donc dans une Europe déjà désarticulée, dans une France profondément divisée par cette propagande et cette action diabolique qui donnait par avance à la guerre une allure de guerre civile, que nous arrivâmes au conflit.

En 1938, la France avait abandonné un peu lâchement la Tchécoslovaquie ; lorsque la Pologne fut attaquée, elle se leva avec l'Angleterre et, elle a le droit, avec quelque fierté aujourd'hui, de le rappeler. Elle ne fut pas assez hardie pour que son intervention fut immédiatement efficace. Nous restâmes pendant un an l'arme au pied laissant aux corps francs le soin de faire la guerre entre les deux lignes et l'occasion de témoigner leur courage. Mais on vivait encore dans une atmosphère irréaliste, on se demandait si cette stabilité ne durerait pas indéfiniment, si chacun un jour ne rentrerait pas chez soi, si un compromis n'interviendrait pas.

Il n'y avait qu'un homme qui voyait clair, le colonel de Gaulle et je me rappelle avoir eu un mémoire qu'il fit, en janvier 1940, au ministre responsable, mémoire écrit dans une langue dense et magnifique que la France a appris à connaître en l'entendant à la radio, mémoire dans lequel il disait : « L'immobilité actuelle n'est qu'apparente, il faut prévoir un jour la guerre mécanique, il faut profiter des accalmies; pour que l'arme mécanique soit prête, il faut des délais, mais lorsque l'outil est forgé, il entre en action et alors ce n'est plus la guerre de 1914-18, ni la guerre de tranchées, c'est une avance foudroyante; les armées de terre, de mer et de l'air surprendront l'ennemi. Ce qui s'est passé en Pologne, vous ne croyez pas que ce serait possible en France ? » Pourtant on, le considérait comme un imaginaire qui aurait sa place, malgré tout, à l'Académie Française, mais non dans un état-major.

Hélas ! en Mai 1940, vous savez ce qui s'est passé : la France fut vaincue militairement, non pas qu'elle fut sans forces morales ni matérielles – ces villes souterraines, ces canons blindés-, c'était une force, mais mal appliquée, une force qui avait été mal conçue pour une guerre de mouvement, une force qui devait être prise sans avoir pu se déployer, mais il y avait surtout cette arme secrète, il y avait cette dissociation intérieure, il y avait le fascisme qui était une arme plus terrible que les divisions blindées et qui devait transformer cette bataille perdue, cette bataille de la Marne, en une défaite pire que Sedan.

Sans doute nous étions battus, mais il aurait fallu que nous remplacions nos chefs militaires par des généraux plus clairvoyants plus jeunes. Il s'agissait d'une défaite sur le territoire de la métropole, que devait faire tout gouvernement digne de ce nom? Que voulait faire Paul Reynaud qui fut le dernier président du Conseil, que voulait-il faire? Ce qui s'imposait; la métropole était perdue, mais rien n'était tellement changé par rapport, à 1914-18; il fallait continuer la guerre dans l'Empire, avec nos alliés, et pour cela transférer dans l'Empire les forces disponibles, par le réduit breton vers l'Angleterre, par Sète et Marseille vers l'Algérie. L'aviation et la flotte pouvaient re-

joindre également l'Algérie. La guerre pouvait continuer.

On reproche plus au gouvernement de Vichy son attitude depuis 1942 que son attitude à cette époque parce qu'on pense que l'armistice était nécessaire. Non, sachez-le bien, dites-le bien, et je ne crains pas de le dire, c'est là une des idées maîtresses qui a conduit le gouvernement qui a dicté, toute l'action du Général de Gaulle : le crime essentiel, bien plus que la passivité de novembre 1942, plus que les déclarations collaboratrices de Laval, plus que tous les assassinats, plus que toutes les livraisons d'otages, que toute cette honte qui n'en sont que les conséquences, le crime premier, essentiel, c'est l'armistice, c'est-à-dire non pas une défaite militaire -c'est un malheur- mais c'est l'acceptation de la défaite. L'armistice c'est-à-dire l'opération politique qui a consisté à arrêter la guerre, à rompre nos alliances, à admettre, car c'était la condition de l'armistice, que la France fut désormais une nation vassale, que ce qui se disait le gouvernement français fut un gouvernement qui acceptait d'être soumis à son vainqueur. Le Journal Officiel était soumis au vainqueur et avait juste l'apparence de liberté nécessaire pour mieux tromper la France. L'armistice ce n'était que le moyen donné à l'Allemagne d'occuper plus vite et à moindre frais toute la France et son Empire.

En Afrique du Nord, lorsque nos chefs envoyèrent contre les bateaux de nos amis américains les bateaux français, tout ce que nous avions de forces navales et militaires était en vérité dirigé contre nos alliés, donc contre la libération de la France.

L'armistice faisait passer dans le camp allemand tout ce que nous avions de Forces économiques et militaires, et cela pouvait permettre à l'armée allemande de ne pas perdre son temps dans quelque campagne d'Espagne ou d'Afrique et de se jeter plus vite sur l'Angleterre, l'Angleterre qui était à ce moment notre suprême espoir. Voilà ce que fut l'armistice; l'armistice c'est le crime suprême.

Jamais pareil acte, dans l'histoire de notre pays glorieux, n'a été commis par aucun gouvernement

français. Remontons au XV^e siècle, à la guerre de Cent Ans, malgré l'occupation d'une grande partie de la France, le pouvoir légitime restait sous la forme d'un pauvre roi réfugié à Bourges. Si faible qu'il fut, si dérisoire qu'il fut, Charles VII n'avait pas accepté d'abandonner, c'est pourquoi la France put ensuite, par le réveil de ses forces mystiques, dirigée par une simple jeune fille, non seulement libérer son sol, mais retrouver sa souveraineté.

Voilà le drame, voilà le crime d'un gouvernement qui acceptait l'armistice et qui acceptait la vassalité. Le crime serait sans remède si ce gouvernement avait été le gouvernement français, mais il ne l'était pas. C'était, seulement une autorité de fait. C'est pourquoi vous ne verrez jamais dans les textes du gouvernement que ces mots : « autorité de fait qui se disait gouvernement de la France ».

L'armistice accepté par la France est une souillure qu'elle n'avait jamais connue dans toute son histoire. C'est pourquoi, après le coup d'Etat de Bordeaux, le 17 juin 1940, le Général de Gaulle, le 18 juin, lance son appel, c'est-à-dire qu'il dit que la France continue la guerre, qu'elle reste fidèle à ses alliances. La position actuelle, c'est la position affirmée depuis 1940. Dès cette date, il affirme que le vrai gouvernement de la France s'est transporté à Londres, comme le gouvernement belge, le gouvernement hollandais, comme les gouvernements de tous les pays occupés d'Europe car la France fut seule à connaître ce drame, ayant le prestige, le faux prestige d'un Maréchal Pétain se disant gouvernement.

Le général de Gaulle ne fut pas toujours compris, même par nos alliés. Certains trouvaient, à l'étranger, que ce général de brigade à titre temporaire, entouré de quelques officiers, de quelques hommes, sans forces véritables, sans armes, sans armée, qui ne pouvait avoir de force que par la puissance de ses alliés, était bien osé de se dire le gouvernement de la France ; n'y avait-il pas là quelque chose de dérisoire. Mais la vérité a une force que rien ne peut arrêter et c'est cette vérité qui durant 4 ans, s'est affirmée. Le général de Gaulle et son gouvernement ont toujours expliqué, que tout ce qu'ils faisaient devait être inscrit au

crédit de la France et non à celui des quelques hommes qui étaient à Londres, Ce fut et ce sera par la force même de cette volonté qui n'a jamais voulu abdiquer.

Et c'est, peu à peu, l'action tenace qui rassembla, homme par homme, morceau par morceau, toutes les forces humaines et matérielles de la France, la première colonne du général Leclerc, la première colonne qui se rallie, les volontaires qui partent des ports de la Manche ou de Bretagne, ceux qui se ralliant dans toutes les parties du monde; et ceux de France qui passent par l'Espagne, puis l'Empire morceau par morceau, et puis surtout cette force qui se lève et qui peu à peu s'organise: les Forces Françaises de l'Intérieur -qui sont maintenant incorporées dans les forces militaires- qui se battent sur les champs de bataille de Tunisie et d'Italie, ces liaisons qui existent à Londres et plus tard à Alger, ceux qui viennent apporter des messages, qui repartent. Le gouvernement était bien uni avec l'ensemble de la nation française; il refaisait l'unité de la France, avant même qu'elle fut libérée.

Voilà ce qui s'est produit, voilà ce qui s'est fait dans ces dernières années. N'oubliez jamais que tout ce qui s'est fait depuis 4 ans est solidaire : résistance intérieure et résistance extérieure.

Combien il fut inquiétant souvent, combien, j'en suis certain, il tortura la pensée du général de Gaulle ce risqué de dissociation de la nation, ce risque de voir les morceaux de l'Empire français s'effriter, et cette situation que les alliés favorisaient parfois sans le savoir, en traitant avec un général Giraud dont ce fut la grande erreur de ne pas comprendre cette force issue de la résistance, avec le gouvernement de Vichy à qui ils semblaient donner encore un semblant d'autorité.

Grâce à cette solidarité dans l'action, tout cela a été surmonté et la France a su se maintenir. Aujourd'hui, les grands problèmes ne sont que la continuation de tout cela. Nous approchons du but, mais il n'est pas là. Cette unité qui, homme par homme, morceau par morceau avait réussi à se constituer, il faut la maintenir. Il est nécessaire de juger tous les hommes qui ont participé au gou-

vernement de Vichy, tous ceux qui ont participé à l'armistice, tous ceux qui ont participé à la politique qui avait ses origines dans l'armistice. Cela est nécessaire à l'union. C'est par cette position intransigeante que le général de Gaulle préparait l'union, c'est par cette position continue que nous referons cette union dans la guerre et dans la victoire.

Notre pays n'est pas encore complètement libéré; nous avons encore l'Alsace et la Lorraine à arracher à l'ennemi. En ce qui concerne le Rhin, nous aurons à résoudre les problèmes que le monde n'a pas résolus en 1919. Est-ce que nous voulons de nouveau, comme en 1918, faire un armistice de 30 ans ? Nous voulons la paix. Le problème du Rhin et de l'Allemagne occidentale intéresse particulièrement la Hollande, la Belgique, l'Angleterre et la France. En 1919, l'occupation de la rive gauche du Rhin devait durer 15 ans. Si nous ne voulons pas un armistice de 20 ans, il faut occuper plus de 15 ans. La Ruhr qui est l'arsenal de la puissance allemande peut devenir l'arsenal de la reconstruction européenne. Voilà un de nos problèmes.

Nous savons bien que la génération qui a vingt ans en 1944 a donné, dans les années qui viennent de passer, des preuves éclatantes de son patriotisme, mais il faut qu'elle se sente soulevée par l'amour de la patrie et se donne à la tâche immense que le destin lui accorde.

Vous êtes les représentants des étudiants français, vous avez à travailler pour le but que je viens de vous indiquer, pour la culture française, pour, ces élites françaises que vous devez être. Vous êtes chargés de devenir de bons médecins, de bons savants, de bons historiens, de donner à la France, pour ceux qui en ont l'étoffe, des élites, des penseurs.

Un devoir plus grand s'impose à toute la France et que vous devrez remplir, vous encore mieux, étudiants, que ceux des autres classes : de travailler, de lutter et peut être de mourir pour la France. Vous avez participé à la résistance, vous avez été au maquis, vous avez fait le coup de feu au moment de la libération, à Paris ou dans d'autres villes, mais ne croyez pas que quelques jours de

bataille vous rendent quittes. Il y en a beaucoup parmi vous qui, dès maintenant, sont mobilisés, qui faisaient partie des Forces Françaises de l'Intérieur - qui déjà, non seulement préfiguraient, mais formaient une des plus belles armées que la France ait eu dans son histoire.

Le gouvernement n'est pas en état actuellement de décréter la mobilisation, car il faut des armes et des habillements, mais les difficultés sont moindres que celles rencontrées en 1940. On fabrique en France même, et les alliés nous aideront. Dès que les circonstances le permettront, le nombre des volontaires s'agrandira.

Vous pouvez être mobilisés, sinon demain, d'ici quelque temps. En attendant le gouvernement organisera la préparation militaire. C'est dans la préparation militaire que les gardes patriotiques peuvent remplir leur devoir. Le gouvernement mobilisera la nation pour les grands devoirs qu'elle aura à remplir dans les mois à venir, et il n'écartera pas, vous, pouvez en être certains, les étudiants de ce grand devoir.

Tout cela nous le ferons d'ailleurs dans la démocratie. Il n'y a pas de place dans la 4^e République ni pour le fascisme - c'est-à-dire la dictature d'une partie de la nation sur l'autre, ni pour la dictature personnelle. Il n'y a de place ni pour l'un, ni pour l'autre.

Le grand problème c'est de reconstituer dans un Etat véritable, c'est-à-dire le lieu de toute autorité, c'est de reconstruire un Etat fondé sur des institutions libres, c'est-à-dire fondé aussi sur la libre acceptation de la part de chaque citoyen des grands devoirs et des grandes disciplines imposés à chacun, surtout dans un pays qui traverse une phase aussi dramatique de son histoire que notre pays. Ce sens du devoir, cette rénovation du citoyen, c'est le problème essentiel, c'est le problème essentiel de demain et c'est pourquoi l'Université a dans cette tâche un rôle immense, à jouer.

Le rôle des étudiants individuellement, est évidemment très important. Mais vos associations, elles, ont un double rôle. Elles auront à représenter

les étudiants devant les Universités. Une coopération est nécessaire entre les maîtres qui la composent et les étudiants groupés dans leurs associations et représentés par leurs délégués. Une telle association me semble absolument nécessaire et je suis certain que tous les maîtres partagent ce point de vue : les étudiants doivent être représentés au Conseil de l'Université; il faut étudier ce problème posément et sérieusement. Vous avez un deuxième rôle : c'est celui de gérer les oeuvres. Dans les conditions difficiles actuelles, un effort doit être fait pour faciliter ces conditions de vie, mais tout ne peut être pris en charge directement par l'Etat, il faut donc des oeuvres qui tout en étant contrôlées par l'Etat participent à leur propre direction.

Vos associations ont à gérer des oeuvres pour vos loisirs, des oeuvres de solidarité entre vous, entre les classes sociales, entre les provinces; des oeuvres touchant la santé, la tuberculose particulièrement. Les sanatoriums, des hôpitaux doivent être reconstruits.

De ces oeuvres auxquelles vous participerez, je crois que ni l'Etat, ni l'Université, ni vos maîtres ne doivent être absents. Il faut organiser aussi des restaurants, des foyers.

Voilà les grandes questions que vous allez avoir à débattre. C'est certainement sur ces thèmes généraux que vous chercherez des solutions.

Je vous répète que vous trouverez, toujours au Ministère l'accueil le meilleur. Vos revendications seront discutées et réalisées dans la mesure où ce sera possible. Présentez-moi non seulement des revendications, car il faut que la France se dégage de la maladie revendicatrice, mais des suggestions auxquelles pourront être données des solutions constructives. Je vous appelle donc à cette coopération et je vous dis que j'ai pleine confiance dans l'action utile et constructive de vos associations.